



CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA RÉALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE

17 décembre 2020 – 4 mars 2021

Contact NATHD : Monsieur Gabriel GOUDY, Directeur Général, 5 Place Jean Jaurès – BP 40001, 33024 BORDEAUX Cedex

1- Introduction

L'objet de cette consultation est un enjeu majeur pour NATHD pour 3 raisons principales :

- La satisfaction de nos administrés (qualité et délai de réalisation des raccordements) ;
- La bonne utilisation de l'argent public (tarif de vente vs tarif de réalisation des raccordements) ;
- La sécurité des individus lors de ces opérations de raccordement.

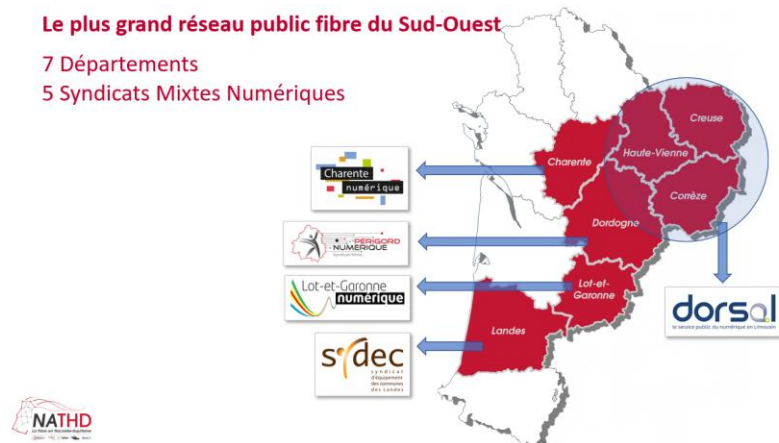
Nous regrettons que la question de la sécurité ne soit pas évoquée dans la consultation alors même que c'est une question de premier plan générant de nombreuses procédures et documents en ce qui concerne les raccordements.

En ce qui concerne les tarifs, il devient urgent de revaloriser le tarif facturé aux OC tant en ce qui concerne celui des raccordements mais également celui de l'accès, ceci afin de créer les conditions d'équilibre des réseaux fibre publics sur le long terme.

Enfin, l'obligation de permettre aux OCEN de réaliser leurs propres raccordements comme sous-traitants de l'OI impose la signature de contrats STOC déséquilibrés et donc difficilement contrôlables entre un prestataire puissant (les OCEN) et un client rendu dépendant par cette obligation. De plus, la dernière entreprise sous-traitante réalisant le raccordement sur le terrain dépend d'un contrat souvent très éloigné des contrats STOC signés.

Pour mieux comprendre la réponse de NATDHD à cette consultation, il paraît important de préciser le contexte particulier de NATHD.

NATHD est une Société Publique Locale, Opérateur d'Infrastructure, qui a pour actionnaires 5 Syndicats Mixtes Numérique (Charente Numérique, DORSAL, Lot-et-Garonne Numérique, Périgord Numérique et le SYDEC 40). A ce titre elle est en charge des raccordements des 700 000 prises en cours de déploiement sur 7 départements de Nouvelle-Aquitaine.

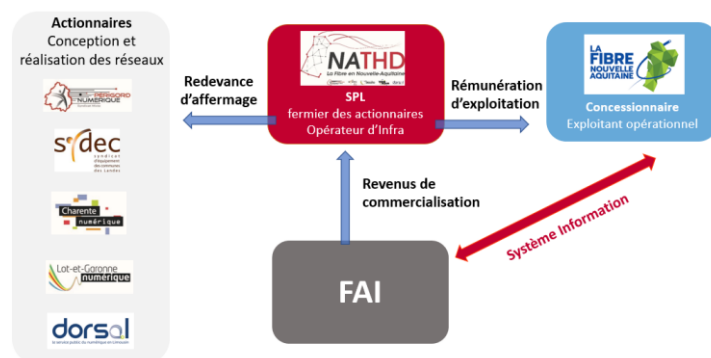


Les Clients de NATHD sont les opérateurs avec qui elle signe les contrats d'accès.

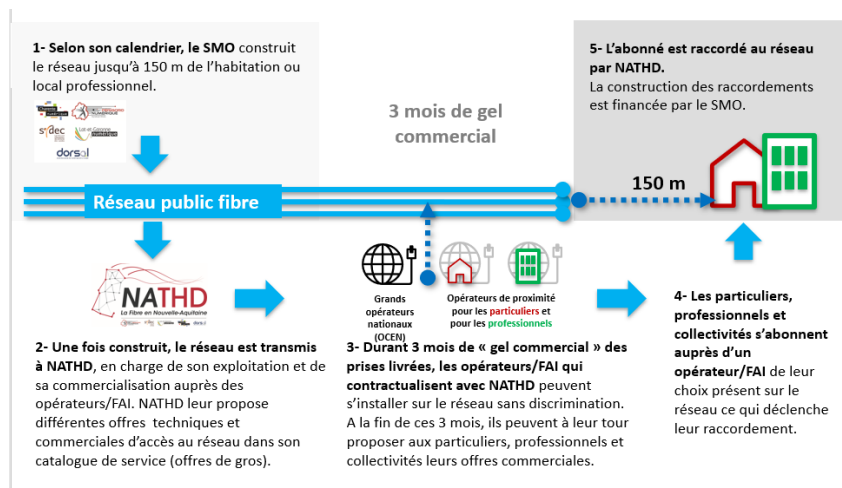
Les prestataires de NATHD sont les OCEN avec qui elle signe des contrats STOC.

Par ailleurs NATHD s'appuie sur un prestataire pour l'exploitation technique du réseau et la réalisation des raccordements en mode OI, La Fibre Nouvelle Aquitaine (Axione/Bouygues Energies & Services).

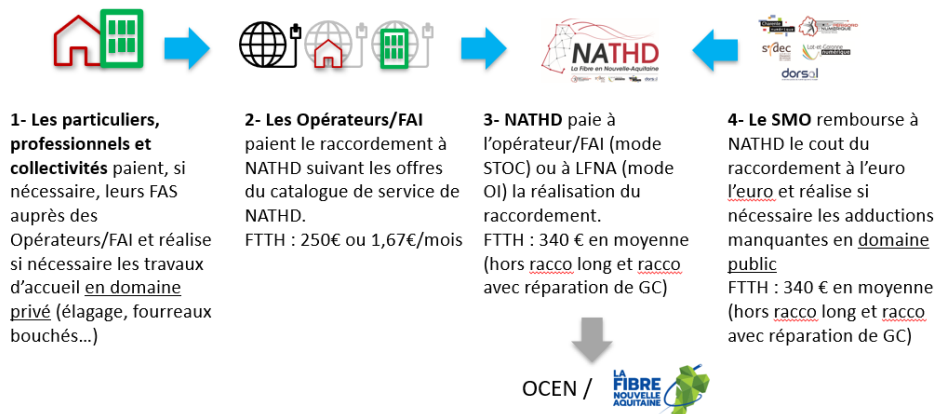
Le schéma ci-dessous résume les interactions entre les différentes entités :



Le raccordement est de la responsabilité de NATHD comme l'illustre le schéma ci-dessous :



Et les principaux flux financiers concernant le raccordement sont les suivants :



2- Améliorer la qualité du raccordement final

Question n°1 : Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation » ?

NATHD partage globalement l'état des lieux dressé par le groupe de travail « Exploitation ».

Néanmoins, deux éléments essentiels ne sont pas pris en compte dans les causes des malfaçons et dégradations :

- *La qualification des intervenants. Au même titre que la construction, la réalisation massive des raccordements en un temps très court, va générer la même problématique du manque de personnel qualifié sur le marché ce qui va entraîner le rallongement des délais, la multiplication des malfaçons, le report des raccordements les plus complexes, et des problèmes de sécurité.*
- *Le paiement du technicien final. Le paiement à faible tarif des techniciens réalisant les raccordements limite le temps disponible pour chaque raccordement, aussi certains techniciens préfèrent déclarer un échec de raccordement au lieu de réaliser un raccordement non rentable. Pour des questions de rentabilité, une économie est également réalisée sur les équipements utilisés, ce qui peut limiter la capacité à faire et augmente les risques liés à la sécurité (absence de nacelle, de compresseur, d'aiguille...).*

Ces deux éléments sont également des enjeux majeurs pour la sécurité de personnes.

De plus, le mode de réalisation des raccordements sous forme d'un contrat de sous-traitance attribué sans concurrence à des clients/prestataires ne permet pas aux OI de contrôler suffisamment les prestataires.

Question n°2 :

« L'Autorité considère que l'amélioration de la qualité des raccordements finals passe par une responsabilisation renforcée des différents intervenants de la chaîne de sous-traitance et qu'il appartient à l'OI d'introduire dans ses contrats les mécanismes nécessaires à cette fin. »

Le contrat STOC s'impose à l'OI et il doit le négocier auprès de ses principaux clients, cela ne lui permet pas d'inclure les mécanismes nécessaires dans les contrats.

Un exemple représentatif, la plupart des OCEN refusent de fournir leurs calendriers d'intervention et celui de leurs sous-traitants. Sans ce calendrier, il est impossible à l'OI de procéder à des contrôles permettant de s'assurer du bon respect du contrat. En échange il est proposé des audits communs ce qui n'est certainement pas aussi performant.

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- a) Ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?**

A l'heure actuelle, les OI en zone d'initiative publique manquent clairement de données pour contrôler l'activité opérateurs pratiquant le mode STOC ainsi que de leurs sous-traitants. L'intégration de clichés et

de données supplémentaires dans les CRI devrait permettre de renforcer le contrôle et de faire porter les coûts sur les responsables. Nous suivrons avec attention la mise en œuvre de ce flux d'information afin de vérifier s'il est suffisant et nous espérons que le traitement de ces informations n'augmentera pas les coûts des raccordements au détriment des OI. Néanmoins, pour le moment nous manquons de recul pour apprécier le caractère suffisant de la mise en place de ces nouveaux flux.

b) Ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant

Ainsi qu'évoqué précédemment, afin de permettre un contrôle poussé et complet de la réalisation des raccordements, il est indispensable que les OC transmettent toutes les semaines les plannings d'interventions de leurs sous-traitants aux OI. Sans ses plannings, malgré les clichés, le contrôle des sous-traitants ne pourra pas être complet et sera notamment impossible en ce qui concerne les règles de sécurité. Certains OCEN sont réticents à la transmission de ces plannings.

Si faire des audits communs est une solution intéressante elle ne peut être suffisante.

c) L'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.

Cette exploitation est confiée à notre prestataire La Fibre Nouvelle Aquitaine.

Question n°3 : La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux.

a) Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Dans le contrat STOC de NATHD, signé par tous les OCEN, les opérateurs ont un délai de 15 jours ouvrés pour reprendre une malfaçon constatée dès lors que NATHD a bien identifié l'opérateur auteur de la malfaçon. Dans ce contrat qui a désormais plus de deux ans, il est plus difficile d'identifier l'auteur des malfaçons.

Dans le nouveau contrat STOC qui n'est pas à ce jour signé par tous les OCEN, les délais sont de 30 jours calendaires après notifications du défaut par NATHD. Ce délai est top important. En effet, durant cette période, les opérations de raccordement peuvent être nombreuses augmentant ainsi le risque de multiplications des dégradations et des malfaçons. Il est important qu'un défaut constaté soit corrigé au plus vite, notamment dans cette période de raccordement massif.

b) Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Un processus uniforme de reprise des malfaçons qui serait appliqué par l'ensemble des opérateurs est une solution nécessaire pour le maintien dans un état de fonctionnement des réseaux publics.

Question 4 : Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ? Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

L'utilisation d'une clé triangle plutôt qu'une clé standard apparaît satisfaisante. C'est par ailleurs cette disposition qui est applicable sur les PM de NATHD. Néanmoins, nous pouvons constater que certains sous-traitants ne respectent pas l'utilisation des clés triangle et forcent l'ouverture des portes des PM.

A noter également deux contraintes pour la clé triangle :

- *Si elle facilite l'ouverture des PM par les techniciens des OC notamment en cette période de raccordement massif, elle facilite également l'accès à tout le monde ce qui pourra à l'avenir être source de dégradation, notamment sur des PM isolés. C'est une situation à surveiller.*
- *Passer de la serrure à la clé triangle a entraîné une modification sur le terrain de l'ensemble des serrures et le passage des instructions à tous les intervenants ce qui est une source de coût important pour les OI. Un partage des coûts avec les OCEN des adaptations du réseau est à envisager à l'avenir.*

Question 5 :

a) Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques ?

Ces prototypes n'ont pas été installés sur la plaque NATHD. L'état des PM est pour le moment globalement satisfaisant sur le réseau NATHD. Néanmoins, nous avons pu constater des PM dans lesquels les règles de brassage ne sont pas du tout respectées.

Nous doutons de la pertinence de l'installation de ces nouveaux prototypes pour améliorer réellement la qualité du brassage. D'autant plus que le temps de l'installation, le réseau de NATHD sera déjà en partie déployé, ce qui générera des coûts supplémentaires et des complications du fait des deux types de brassage qui seraient rencontrés à un même instant.

Si l'idée peut être intéressante sa mise en œuvre au moment de la massification des raccordements est un risque important.

b) Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Tout évolution doit être partagée avec l'ensemble des opérateurs et OI en prenant en compte les contraintes de mise en œuvre et les coûts. Les coûts de ces évolutions devraient être partagés entre les différents opérateurs réalisant les raccordements.

c) Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Il est fort à parier que multiplier les longueurs de cordon de fibre optique sera source de confusion. Le mode de raccordement actuel faisant appel à de nombreux rangs de sous-traitants, il permet difficilement la mise en place de règles précises d'ingénierie.

- d) Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?**

Une généralisation de ce nouveau dispositif de brassage, qui aura un impact sur toutes les règles données aux multiples sous-traitants, à un moment où les raccordements sont les plus nombreux risque d'être source de dégradations et de coûts importants. La reprise du réseau déployé va nécessiter l'intervention de techniciens, par ailleurs sollicité sur les raccordements et déploiements, et va entraîner un coût qu'il ne paraît pas justifier de faire porter aux collectivités.

Question 6 :

- a) Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ? Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?**

Nous avons constaté que chaque opérateur avait sa stratégie de reprise des échecs de raccordements « gardés en main » et que chaque sous-traitant disposait d'un ensemble de matériel plus ou moins complet et adapté (nacelle/échelle, EPI, compresseur, aiguille...). Cette situation peut être source d'échecs de raccordement et de risques de sécurité.

Par ailleurs, NATHD demande à ses sous-traitants l'installation d'un câble bi-fibre lors des raccordements ce qui semble être une particularité de certains RIP.

- b) Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ?**

Les échanges bilatéraux entre les OCEN ne peuvent pas être l'unique moyen d'avancer car cela signifierait que des techniques ou règles seraient différentes en fonction des opérateurs. La mise en place de règles partagées au niveau national est nécessaire afin d'harmoniser certaines pratiques et de limiter les malfaçons.

- c) L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?**

Un tel atelier est pertinent mais surtout indispensable. NATHD, en tant qu'OI, souhaiterait y participer car plusieurs avis doivent être pris en compte en plus de l'OC : celui du propriétaire du réseau (la collectivité actionnaire de NATHD) et celui de l'OI (NATHD) qui pourraient être sollicités pour harmoniser et rattraper l'existant.

Attention également, harmoniser les règles en se basant sur les zones denses ne signifie pas que ces règles seront utilisables dans les zones moins denses ou chaque raccordement est particulier. En effet, une harmonisation pourrait, en laissant moins de souplesse, multiplier les échecs de raccordement en zone moins dense ou augmenter leurs coûts.

Question 7 : Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ? Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ? Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Les collectivités doivent être associés à ces travaux et pouvoir bénéficier des comptes-rendus de ces échanges et expérimentations. En effet, les impacts de ces décisions peuvent être nombreux. Néanmoins, un minimum d'harmonisation, en prenant en compte les contraintes de tous les acteurs, est indispensable car des mêmes techniciens interviennent sur plusieurs zones.

Question 8 :

- a) Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ? Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Si ces fichiers permettent une bonne communication entre l'OI et les OC, ces fichiers restent perfectibles. Le fichier IPE est le fichier qui sert de référence dans les nombreuses entités de l'écosystème NATHD (contrôle de l'état d'avancement, contrôle de la facturation, information sur le raccordement, attribution de subventions...etc.).

A ce jour, est d'ores et déjà disponible dans l'IPE la mention si le PBO est aérien (TypePBO) et si le raccordement est long (RaccordementLong). Néanmoins la question se pose de savoir si cette information descend la longue chaîne de sous-traitance pour que le technicien intervenant dispose du matériel adapté.

Question 9 :

- a) Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées.

L'information du tracé SIG des raccordements n'est pas disponible sur la plupart des ZAPM que nous exploitons car la majorité des constructeurs ne modélisent pas la partie aval PBO. Modéliser ces informations entraînera un surcoût pour lequel il faudra trouver une recette.

- b) Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis.

Concernant les supports exploités par ENEDIS, il est à noter que le patrimoine de poteaux de celui-ci n'est pas accessible au format SIG. Aujourd'hui, du fait des études de charges imposées aux OC pour les raccordements, ENEDIS se voit gratuitement mettre à disposition des fichiers SIG lui permettant de cartographier ses infrastructures. Les conventions avec ENEDIS devraient prévoir une réduction de la redevance d'utilisation des supports pour la fourniture de ce service par les opérateurs.

Question 10 : La qualification du cheminement du câble de raccordement empruntant les infrastructures d'Enedis est réalisée par l'opérateur d'infrastructure antérieurement aux travaux de déploiement et aux opérations de raccordement final. Celui-ci est alors en mesure de procéder au calcul de charge des appuis aériens ainsi qu'à la pose des bandeaux verts. À l'inverse, la réalisation a posteriori du calcul de charges par l'opérateur commercial interroge sur le traitement à apporter aux retours négatifs, en cas de dépassement des seuils autorisés.

- a) Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

Aujourd'hui, NATHD réalise le calcul de charge avant l'ouverture commerciale d'une ZA-PM afin que l'ensemble des poteaux soient étudiés avant que le premier raccordement soit effectué. Cela permet de limiter toute problématique d'échec de raccordement mais cela ne résout pas tous les problèmes (bandeau vert arraché, poteau en domaine privé, densification, complétude de zone) et entraîne des coûts importants d'études (plus de 96€/poteau), notamment pour les poteaux qui ne seront pas utilisés. Au vu du poids d'un câble de raccordement optique, la charge qu'il exerce sur un poteau ENEDIS est très faible. Imposer la réalisation d'études de charge pour les câbles de raccordement apparaît être des dépenses supplémentaires pour les OI sans que cela apparaisse justifié et complexifie de manière importante les raccordements. De plus, ces études réalisées tiennent compte du poids des câbles de cuivre qui sont amenés à disparaître.

Début 2021, 4 068 poteaux avaient été relevés et étudiés concernant 32 865 prises pour NATHD. Sur ce total, ENEDIS a validé 392 poteaux en surcharge suite à la simulation du câble de raccordement, soit moins de 10%. Afin de vérifier le nombre de poteaux déjà considérés en surcharge avant même la pose du câble de raccordement de fibre optique, une étude approfondie a été menée sur 12 928 prises éligibles qui ont nécessité l'étude de 716 poteaux ENEDIS, uniquement pour les raccordements. Sur ces 716 poteaux, 116 ont été déclarés en surcharge par ENEDIS mais seulement 21 du fait de l'ajout du câble de raccordement. Cela signifie que le câble de raccordement a rendu en surcharge seulement 21 poteaux sur 716, soit 2,93%.

En termes d'égalité de traitement entre le déploiement de la boucle locale cuivre et de la boucle locale optique, nous nous interrogeons sur la procédure qui a pu être imposée par ENEDIS à France Télécom, puis Orange, concernant l'obligation d'effectuer des calculs de charge pour utiliser les poteaux. En effet, aujourd'hui, ce sont les câbles de raccordement en cuivre qui pèsent sur les poteaux et qui potentiellement les ont déjà fait basculer en surcharge ou peuvent le faire. NATHD ne voudrait donc pas avoir à supporter des coûts supplémentaires pour étudier les poteaux ENEDIS pour les raccordements en fibre optique, là où Orange n'aurait supporté aucun frais et à un moment où les câbles de cuivre risquent d'empêcher des raccordements.

Il devient indispensable de modifier la convention d'utilisation des appuis communs et de généraliser la réalisation d'un simple test de charge au moment du raccordement par les OC. Cela permettrait d'industrialiser le calcul de charge sur les seuls les poteaux réellement utiles aux raccordements et non pas tous ceux qui se situent dans des ZA-PBO. Cela permettrait également de limiter fortement les échecs de raccordement pour cause d'absence de bandeau vert.

Il est à noter qu'aujourd'hui, le contrôle par les OI est quasi impossible. En effet, d'une part, ENEDIS n'a aucune connaissance de la localisation de ses poteaux et de leur taux de charge et, d'autre part, le mode

STOC ne permet pas de vérifier que chaque sous-traitant de chaque OC vérifie bien l'existence d'un bandeau vert sur les poteaux utilisés.

- b) En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?**

Si un OC venait à étudier un poteau déjà en surcharge ou qui passerait en surcharge au moment d'effectuer un raccordement, l'OC devra déclarer un échec de raccordement. Les données du poteau devront être transmises à l'OI qui devra planter un nouveau poteau à côté du poteau ENEDIS, ces derniers n'ayant aucune obligation de changement de leurs poteaux en surcharge. Une fois le nouveau poteau posé par l'OI, l'OC sera notifié et pourra finaliser le raccordement.

Question 11 : Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

Afin de renforcer la sécurité sur NATHD, ENEDIS est désormais convié aux VIC annuelles avec tous les OCEN pour sensibiliser les sous-traitants. De plus, conformément à la demande d'ENEDIS, les protocoles d'intervention à proximité du réseau électrique ont été ajoutés au nouveau contrat STOC.

Malheureusement comme évoqué précédemment, le mode STOC actuel permet difficilement de contrôler le bon respect de ces règles (absence de calendrier, nombreux sous-traitants...).

Afin d'améliorer le processus, il pourrait être intéressant d'effectuer les études au moment du raccordement afin de n'étudier que les poteaux qui seront amenés à servir et pas l'intégralité des poteaux qui se trouvent dans une zone arrière de PBO. Dans le cadre du mode STOC, ces études devraient être imposées à l'OC et qu'il en prenne la responsabilité.

Question 12 :

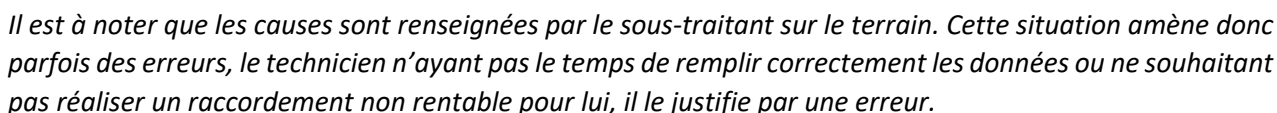
- a) Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI.**

Tout d'abord, il est utile de rappeler qu'il n'existe pas d'échec de raccordement sur nos territoires car tout ajournement trouve une solution. Néanmoins cette solution est plus ou moins onéreuse pour les collectivités et entraîne des délais plus ou moins longs.

De plus, il y a deux types d'ajournement de raccordement, ceux « gardés en main » par les OC qui sont invisibles pour l'OI et ceux remontés à l'OI.

En ce qui concerne les ajournements « gardé en main » par les OC dans le cadre du contrat STOC, nous n'avons aucune visibilité en tant qu'OI et cela montre encore une fois les limites du mode STOC. Les élus locaux sont informés avant l'OI qu'il y a eu un problème de raccordement. Par ailleurs, il est un peu simpliste de dire que la cause en est le manque d'information. Pour mémoire le type de pose de PBO et la mention d'un raccordement long sont des informations présentes dans l'IPE, reste à savoir si ces informations descendent bien la longue chaîne de sous-traitance. Dans ces raccordement « gardé en main » la cause est

Pour les ajournements de raccordements qui remonte à l'OI et qui représentent 10% de nos raccordements en voici les principales causes sur notre réseau :



- 7 cas résolus suite à l'utilisation du compresseur, un aiguillage ou un cheminement bis ;
- 4 cas qui confirment le point de blocage GC en partie publique ;
- 1 cas de problème de GC en partie privée

SPL « NOUVELLE-AQUITAINE THD »
Société publique locale sous forme de Société anonyme au capital de 15 600 000 €
Siège social : 5 place Jean Jaurès - 33000 BORDEAUX
Adresse postale : Nouvelle-Aquitaine THD - BP 40001 - 33024 BORDEAUX Cedex
RCS Bordeaux 810 704 320 00029 - N°TVA FR 59 810 704 320
www.nathd.fr

technicien mal rémunéré de déclarer un échec plutôt que de perdre du temps sur un raccordement compliqué et non rentable pour lui.

Une fois l'ajournement de raccordement remonté à l'OI, il est nécessaire que le technicien crée une fiche de blocage. Or, les fiches de blocage réalisées par les sous-traitants sur le terrain ne sont pas toujours de qualité, le délai de traitement est long et les refus OWF pour le génie-civil Orange sont nombreux. Tant que la fiche de blocage est refusée, aucune intervention ne peut avoir lieu pour résoudre le problème.

De manière générale, depuis le S2 2020 seules 50% des fiches de blocage ont été livrées sur les 110 dossiers de GC déposés. Il reste également encore 20% des fiches qui sont refusées générant une augmentation des délais de résolution.

Les solutions mis en place sur les territoires de NATHD, pour pouvoir résoudre le plus rapidement possible les raccordements non-réalisés pour cause de GC, sont les suivantes :

- *Problème de génie civil Orange : NATHD répare et se fait rémunérer par Orange sous réserve que la fiche de blocage fournie par l'OC soit acceptée par OWF ;*
- *Problème de génie civil tiers : NATHD répare selon un forfait payé par les collectivités ;*
- *Absence d'adduction utilisable (maison neuve, pleine terre...) : les collectivités réalisent l'adduction.*

b) Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

Il faut que les OI soient informés d'un échec de raccordement dès le jour du rendez-vous prévu avec le client final même si l'OC retourne faire le raccordement. Le Client d'un contrat STOC a aujourd'hui aucune visibilité sur ce qui est réalisé sur son territoire : aucun calendrier, aucune information sur l'absence du technicien au rendez-vous, aucune information sur les ajournements de raccordements « gardés en main »...etc.

Question 13 :

a) Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Oui tout à fait. Cette qualité est d'autant plus importante sur un territoire où le réseau est public et porté par les élus locaux (maire, conseillers régionaux et départementaux...). Ce sont ces mêmes élus qui sont directement sollicités en cas de problème alors que l'intervention a été réalisée par un Nième sous-traitant d'un OC qui n'a aucun lien avec l'OI.

b) Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

Il faut permettre aux OI, clients des OCEN en mode STOC, d'obtenir de l'information pour un meilleur contrôle :

- *Le calendrier des raccordements et le nom des sous-traitants pour pouvoir réaliser des audits ;*
- *Une information dès la date de rendez-vous choisie avec l'utilisateur afin de réaliser des sondages ;*
- *L'information sur les raccordements ajournés et « gardés en main » par les OC ;*
- *La possibilité d'interdire des sous-traitants.*

- c) **Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?**

Pour l'instant, les principales remontées des usagers se font via leurs élus, notre numéro de téléphone (0806806006) ou notre site internet (<https://nathd.fr/le-technicien-na-pas-pu-installer-la-fibre-chez-vous/>) et concernent essentiellement les échecs de raccordement et le non-respect des rendez-vous par les OC, davantage que la qualité.

Nous aimerions pouvoir proposer à nos usagers une voie de recours auprès de leurs OC lorsqu'ils l'estiment nécessaire.

Question 14A :

- a) **Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ?**

Aucun à ce jour sur le périmètre NATHD.

- b) **Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.**

Le système de restitution des droits d'usage génère une charge administrative considérable. Il faut en effet calculer la part non-amortie pour les droits de restitution à l'ancien opérateur et la refacturation au nouvel opérateur. Il serait bien plus simple d'imposer le mode lissé pour les raccordements.

- c) **Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?**

Supprimer le mode CAPEX pour les raccordements. [...].

Question 14B : Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage ?

Le système de restitution des droits d'usage génère une charge administrative considérable.

Question 15A : Partagez-vous l'analyse des services de l'Arcep sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?

Il est vrai que le numéro de fixe n'apparaît plus être la donnée la plus essentielle pour permettre la portabilité de l'accès fixe à internet. NATHD partage donc l'analyse selon laquelle une nouvelle donnée plus pertinente doit être trouvée.

Question 15B : La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l'espace client ? Observez-vous une décroissance de l'utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l'accès fixe ? Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

Il est possible que cette référence ne soit pas une information bien connue à ce jour même si les PTO doivent comporter ce numéro.

Il est à noter que sur notre serveur d'éligibilité, à partir d'une adresse et d'une carte, chaque client final dispose de son code immeuble indiqué dans l'IPE, ceci afin de nous aider à les identifier en cas de problème :



Le code Immeuble n'est pas suffisant en cas de multiples logements sur une même adresse (cas plus rare en zone rurale) mais, sous réserve de pouvoir croiser la base de l'IPE et la base contenant le numéro de la PTO, nous pourrions afficher le numéro PTO, en plus du code Immeuble sur notre serveur.

Il est à noter que NATHD ne facture pas l'utilisateur final.

3- Coûts de la réalisation des raccordements finals « standards » en zone d'initiative privée (modèle technico-économique)

Si NATHD n'intervient en zone d'initiative privée, nous avons tout de même souhaité répondre aux différentes questions afin de mettre en perspective cette zone d'initiative privée et la zone d'initiative publique.

Question 16 : Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère. Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif. Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

Dans ses contrats, la typologie utilisée par NATHD repose sur 4 types de raccordement pour le FTTh : Immeuble, Souterrain, Façade et Aérien. Aucune évolution de ces choix de critère n'est pour le moment envisagée. Le champ TypePBO de l'IPE permet de contrôler rapidement la facturation.

A noter toutefois qu'il existe des surcouts à ces 4 types de raccordement pour deux catégories :

- Raccordements avec génie civil à réaliser (3 types : GC Orange cassé, GC tiers cassé, absence d'adduction). Surcout impossible à identifier dans l'IPE.
- Raccordements longs suivant différents pallier de longueur. Champ RaccordementLong de l'IPE.

Les champs de l'IPE doivent être complétés, l'IPE étant notre base de référence entre les collectivités, notre prestataire et les OC.

Question 17 : Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

Sur les 9 227 premiers raccordements facturés, la répartition était la suivante :

Libellé Prestation	Nombre Raccordements	Pourcentage
Immeuble	52	0,56%
Façade	360	3,9%
Chambre	3510	38,04%
Aérien	5305	57,5%
TOTAL	9227	100,00%

A cette répartition il faut ajouter des sous-ensembles, raccordements longs et raccordements avec génie civil à réparer ou construire.

Question 18 : Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

Aujourd'hui, les tarifs facturés pas tous nos prestataires sont les suivants :

Désignation	U	Coût unitaire (€HT)
Raccordement d'une ligne FTTH depuis un PBO en gaine technique avec cheminement en immeuble comprenant les fournitures et poses d'une PTO, d'un câble 2 FO de raccordement abonné, le raccordement au PBO, le contrôle et la mesure optique et la clôture de l'intervention	Forfait	148,00
Raccordement d'une ligne FTTH depuis un PBO en chambre avec cheminement souterrain (hors création d'infrastructure) comprenant les fournitures et poses d'une PTO, d'un câble 2 FO de raccordement abonné, le raccordement au PBO, le contrôle et la mesure optique et la clôture de l'intervention	Forfait	268,00
Raccordement d'une ligne FTTH depuis un PBO en façade avec cheminement sur façades continues hors création d'infrastructure comprenant les fournitures et poses d'une PTO, d'un câble 2 FO de raccordement abonné, le raccordement au PBO, le contrôle et la mesure optique et la clôture de l'intervention	Forfait	326,00
Raccordement d'une ligne FTTH depuis un PBO sur poteau avec cheminement aérien hors création d'infrastructure comprenant les fournitures et poses d'une PTO, d'un câble 2 FO de raccordement abonné, le raccordement au PBO, le contrôle et la mesure optique et la clôture de l'intervention	Forfait	326,00

Ces tarifs ne prennent pas en compte les surcoûts pour des raccordements supérieurs à 150ml, pour les raccordements nécessitant des travaux de génie civil et pour l'utilisation des poteaux ENEDIS.

Il faut ajouter à ces tarifs les couts suivants :

Désignation	U	Coût unitaire (€HT)
Brassage au PM	Forfait	45,00
Frais administratifs dus pour toutes opérations sur la ligne dont création, annulation, résiliation, remise en état, fourniture d'information, brassage au PM. Ces frais sont refacturés aux Usagers dans le cadre de l'offre de service FTTH	Forfait	4,50

Pour savoir si ces tarifs sont pertinents, cela dépendra de la rémunération du sous-traitant final.

Un exemple : nous rémunérons nos prestataires 326€ pour un raccordement en aérien en toute sécurité, ce tarif permettant notamment de louer une nacelle et d'acquérir les EPI adaptés. Lorsque nous constatons sur le terrain que le technicien effectue son raccordement seul, à l'échelle et sans EPI, nous pouvons nous demander ce qui est fait de l'argent payé par NATHD. La question est toujours comment contrôler ces sous-traitants si nous ne disposons pas des calendriers ? A quels tarifs sont réellement payés les sous-traitants ?

Question 19A : Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements finals. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

NATHD ne connaît pas le détail des charges contenues dans les tarifs de ses prestataires cités plus haut. [...].

A ces tarifs il faut ajouter des charges supplémentaires pour NATHD :

- Réalisation des plans de prévention (interne + prestataire) ;
- Réalisation des VIC (interne + prestataire) ;
- Contrôles de sécurité (prestataire) ;
- Contrôles de qualité (interne + prestataire) ;
- Un service de hotline (prestataire) ;
- Les études ENEDIS (prestataire) ;
- L'utilisation des poteaux ENEDIS (interne) ;
- 1 ETP (interne).

Avec l'ajout de toutes ces charges, il est possible de penser que NATHD paye des charges supplémentaires à hauteur de 45€ par raccordement. Ces charges pourraient être moins onéreuses si NATHD n'avait pas à effectuer un contrôle supplémentaire et nécessaire et s'il existait une industrialisation pour tous les raccordements.

Question 19B : Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ? Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

Le mode de calcul pour NATHD n'est pas basé sur des montants moyens mais plutôt sur des obligations diverses. [...].

La différence entre ces 2 flux est supportée par les collectivités. Il est ainsi important que le flux 3 soit revalorisé pour se rapprocher du flux 2.

Question 20 : Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

Aux mêmes tarifs et avec l'augmentation du nombre de raccordements, il y a fort à parier que les délais se rallongent, que la qualité se dégrade et que les accidents se multiplient. Il est aussi important d'avoir un meilleur contrôle sur les sous-traitants réalisant le raccordement et sur leurs rémunérations. Les couts de contrôle et de reprise vont sinon fortement augmenter.

4- Raccordements finals hors cas « standards »

Question 21 : Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

[....]

Question 22 : Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ?

Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

- les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;
- les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;
- les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.

Dans le cas des raccordements des offres FttH Pro, les tarifs de raccordement sont les mêmes que sur une offre Grand public.

Pour les raccordements passifs, NATHD n'a pas de différence de facturation si le raccordement FttH concerne une entreprise ou un particulier.

Question 23 : Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

Concernant les raccordements FttE activée ou « FttB », les modalités de facturation de NATHD sont les suivantes :

Frais d'Accès au Service		
> Ligne Fibre Entreprise	Tarifs si engagement 36 mois	Tarifs si engagement 12 mois
Site Raccordé	500 €	2 000€
Site en Zone Forfaitaire 0		
> Prestations annexes		
Desserte Interne Complémentaire par tranche de 50ml	300 €	
Option de Visite Terrain	500 €	

Ainsi, dans le cadre du FTTB ou FTTE activé, l'écart entre les flux 2 et les flux 3 est moins important.

Question 24 : Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ? Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison

des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ? Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

La longueur de câble paraît pertinente pour déterminer un raccordement long dès lors que des données objectives permettent de définir le raccordement long. La difficulté repose donc dans la détermination de cette longueur. Sur le réseau NATHD, un raccordement est considéré comme long dès lors qu'il dépasse 150 mètres linéaires indépendamment de la typologie du raccordement final.

Le nombre d'infrastructures sera trop difficile à uniformiser pour définir un raccordement long. En effet, selon les territoires, les distances entre chaque chambre ou entre chaque support peuvent être différentes. Il en est de même selon le propriétaire du réseau (Orange ou ENEDIS pour les poteaux par exemple).

NATHD apparaît donc plutôt favorable à l'utilisation d'une longueur de câble pour définir un raccordement long. 2 grilles différentes sont retenues pour les longueurs, une grille décomposée par pas de 50ml entre 150ml et 1000ml et une grille se limitant à deux cas : 150ml à 500ml, de 500ml à 1000m.

Les raccordements de plus de 1000ml sont traités à part.

Concernant les raccordements longs de NATHD, sur les 65 700 premiers locaux raccordables, il existe 1 300 raccordements longs potentiels (> 150ml) soit moins de 2%. 92% de ces raccordements longs sont compris entre 150ml et 500ml, 8% entre 500ml et 1000ml et moins de 1% au-dessus de 1000ml.

Question 25 : Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

NATHD est davantage favorable à la définition du raccordement long selon une longueur de raccordement dès lors que cette longueur peut être déterminée par des éléments objectifs.

Dans le cas d'une harmonisation, il faudra veiller aux effets de bord, comme la détermination d'une longueur trop courte par rapport à ce qui est pratiqué sur des RIP.

Question 26 :

- a) Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?**

Il existera toujours des cas particuliers qu'il sera nécessaire de traiter. C'est pourquoi nous avons une option de devis pour les raccordements supérieurs à 1 000ml. Nous ne sommes pas favorables à une limite qui ferait reporter sur l'OI tous les raccordements les plus onéreux. Si le raccordement est réalisable alors il doit l'être pour tous.

- b) Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ? Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI**

diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

Le fait de rendre un local raccordable sur demande ne changera pas la situation. Raccorder un local éloigné est onéreux et même si l'on répartit le coût en amont PBO ou aval PBO, la collectivité sera toujours sollicitée pour financer l'amont et l'aval.

Question 27 : Les acteurs sont invités à renseigner :

- a) **S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordé.**

Sur le réseau NATHD, les raccordements longs existent et représentent d'ailleurs à ce jour moins de 2% de l'ensemble des raccordements potentiels. Lorsqu'un usager final passe une commande, les opérateurs commerciaux réalisent le raccordement, même long, en mode STOC.

- b) **Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il est demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).**

Dans la grande majorité des cas, les raccordements longs sont réalisés en mode STOC. Dans ces cas, l'OC facture NATHD d'un supplément déterminé entre les Parties selon la longueur du raccordement. Le tarif d'usage est le même que dans les cas d'un raccordement standard. Supplément appliqué aux raccordements longs en mode STOC :

Taille Raccordement	Unité	Montant unitaire
De 150 ml jusqu'à 500 ml (hors création d'infrastructures)	Forfait	490,00€
De 500 ml jusqu'à 1 000 ml (hors création d'infrastructures)	Forfait	2 400€
Supérieur à 1 000 ml	Sur devis	

Lorsque les raccordements longs sont effectués en mode OI, donc soit lorsqu'il y a eu un échec en mode STOC ou lorsque l'abonné a décidé de souscrire à une offre de détail d'un opérateur alternatif, le prestataire de NATHD lui facture le raccordement long par un supplément au coût du raccordement standard. Là aussi, le tarif d'usage est le même que dans les cas d'un raccordement standard. Supplément appliqué aux raccordements longs en mode OI :

Désignation	U	Total raccordement (€HT)
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 200 ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	168
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 250ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	281
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 300ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	609
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 350ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	1 151
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 400ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	1 352
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 450ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	1 684
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 500ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	1 820
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 600ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	2 099
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 700ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	2 406
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 800ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	2 862
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 900ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	3 170
Surcoût additionnel pour le raccordement et la mise en service d'une ligne FTTH de longueur optique mesurant jusqu'à 1000ml (hors création d'infrastructure) (*)	Forfait	3 504

A ce jour, NATHD n'a pas pu refacturer aux OC ces surcoûts de raccordement car rien n'est prévu contractuellement ni réglementairement, ce qui augmente l'écart déjà existant entre le flux 2 et le flux 3 car les opérateurs ont, eux, facturé le forfait.

Question 28 : Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Dans les contrats de NATHD, les tarifs de raccordement longs sont établis de manière forfaitaire pour un certain linéaire de raccordement. Le forfait augmente au fur et à mesure que les seuils de longueur du raccordement augmentent. Ces forfaits vont jusqu'à une distance de 1 000 mètres linéaires. Néanmoins, certains opérateurs demandent une simplification de la grille forfaitaire pour éviter les erreurs.

La forfaitisation du raccordement long apparaît plus avantageuse et moins couteuse pour les OI qu'une facturation sur devis. En effet, une facturation sur devis amènerait un risque trop élevé pour les OI d'une facturation importante sans aucune visibilité en plus d'une difficulté de contrôle. Nous préférons une facturation au forfait basé sur la longueur réelle du câble de raccordement.

Question 29 : Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- a) **Situation a) :** l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu

Cette situation serait idéale si elle n'entraînait pas la refacturation par l'OC au client final du surcout voire la non-réalisation des raccordements longs, mettant ainsi à mal l'équité territoriale.

- b) **Situation b) :** les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente

La facturation du raccordement à 250 € étant inférieure aux couts des raccordements standards, il pourrait être pertinent de profiter d'une revalorisation de ces facturations pour y intégrer les raccordements longs. Le surcout pour NATHD des raccordements longs est estimé à ce jour (70 000 locaux déployés sur 700 000) de l'ordre de 5% du cout des raccordements, il faudrait donc augmenter le tarif d'autant.

- c) **Situation c) :** les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couvert par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».

Cette solution paraît intéressante en permettant de financer ces raccordements longs sans impact sur les raccordements standard. Néanmoins, l'OI n'est pas toujours maître de la position du PBO, il doit dans la majorité des cas se plier aux contraintes terrain (habitat dispersé, domaine privé très grand...). De plus, aujourd'hui, les tarifs d'accès PM-PBO ne parviennent pas à équilibrer le Service Public Industriel et Commercial et y ajouter les couts des raccordements longs ne devrait pas favoriser l'équilibre.

Question 30 :

- a) **Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.**

Tous les raccordements sont finalement réalisés mais certains ont des délais beaucoup plus importants, il s'agit principalement de ceux où il y existe des problèmes de génie civil (réparation, création...), et parfois des couts beaucoup plus importants à la charge des collectivités.

Dans certains cas il n'existe pas (encore) de solution industrialisée et la résolution est trouvée au cas par cas :

- Problème en domaine privé ;
- Absence de convention de façade en aval PBO ;

- Problème d'élagage ;
- ...

b) L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

L'OI est en effet normalement responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil sur le domaine public. Cependant, il paye également, pour chaque prise déployée derrière le PM, une prestation IBLO à Orange qui inclut l'utilisation de l'adduction cuivre. Malheureusement nous sommes confrontés à divers problèmes sur ces adductions :

- Fourreaux cassés qui ne sont pas considérés comme une priorité par Orange ;
- Fourreau saturés non utilisables ;
- Cable cuivre en pleine terre ;
- Adduction aérienne non disponible pour cause d'élagage (ENEDIS se charge de l'élagage mais pas Orange).

Est-il prévu une re-discussion des tarifs iBLO au regard des éléments de réseau réellement utilisables ?

c) Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisés par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

NATHD considère qu'au vu des équipements des techniciens lors de la réalisation d'un raccordement en mode STOC, ces derniers pourraient effectuer certaines missions de génie civil sur le domaine public. En effet, la plupart des techniciens devraient être équipés de compresseur et d'aiguille ce qui devrait leur permettre de vérifier si le fourreau situé en domaine public est réellement bouché. Cette prestation, peu chronophage, ne devrait pas entraîner de surcout pour le raccordement.

De manière générale, le technicien effectuant le raccordement devrait être équipé du matériel minimum pour s'assurer que le GC est bien cassé (aiguille, compresseur...) et être en capacité de réaliser une fiche de blocage permettant une intervention ultérieure de l'OI plus rapide.

d) Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

Aujourd'hui force est de constater que tout raccordement qui nécessite du temps est difficilement réalisé par les techniciens, tout au moins au premier rendez-vous, car peu rentable. La complexité à ce jour est liée à la rentabilité : temps nécessaire et équipement nécessaire. Pourtant la rémunération du flux 2 doit permettre la majorité des raccordements.

Il ne faudrait pas que l'OI se retrouve à réaliser tous les raccordements les moins rentables.

- e) Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

Tant que le mode STOC est autorisé, pourquoi l'OI aurait davantage la capacité de réaliser le raccordement que l'OC si le flux 2 est équivalent ?

Il faut faire attention à ne pas déperdre les tarifs du flux 2 en laissant les raccordements rentables pour les OC et les non rentables pour les OI.

Question 31 : Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

Sur le RIP NATHD, les raccordements sont tous réalisés et facturés de la même manière, qu'ils soient réalisés en mode OI, en mode STOC ou lorsqu'ils sont repris. Les seuls tarifs qui ne sont pas à ce jour prévus en mode STOC par rapport au mode OI sont la réparation du génie civil d'Orange et la réparation de génie civil tiers. Pourquoi ces prestations ne pourraient-elles pas être intégrées dans le mode STOC ? En effet, cela permettrait de gagner du temps pour éviter les aller-retours entre l'OI et l'OC.

Dans aucun des deux cas ne sont prévus l'élagage et la création de génie civil en domaine public ou privé.

De manière plus précise, en fonction des travaux de génie civil, une prestation est effectuée par le prestataire de de NATHD ou par la collectivité :

- *Sur du génie civil d'Orange : Le prestataire de NATHD effectue les travaux et celui-ci facture selon le BPU de l'offre GC-BLO, la collectivité étant remboursée par Orange ;*
- *Sur du génie civil autre qu'Orange : Le prestataire de NATHD effectue les travaux et celui-ci facture selon un tarif forfaitaire fixé dans le contrat : [...];*
- *Lorsqu'il n'y a pas d'adduction en domaine public : NATHD demande aux collectivités d'effectuer les travaux à sa charge.*

Une fois le problème réparé, l'OC ou l'OI en sont informés pour finir le raccordement.

Les tarifs d'usage restent malheureusement inchangés par rapport à un raccordement standard soit 250€. Il serait pourtant indispensable qu'un équilibre financier se crée pour les collectivités en trouvant un moyen de rémunération pour ces raccordements.

Question 32 : Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les raccordements « longs ». La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte. Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.

C'est ce modèle de tarification qui existe déjà sur le réseau NATHD. En effet, comme expliqué à la question 31, ni le tarif d'usage, ni le tarif de sous-traitance ne fluctue si le raccordement est complexe. Les travaux de génie civil sont donc absorbés dans les coûts du segment PM-PBO et ne sont donc pas directement à la charge des OC. Cette situation apparaîtrait satisfaisante pour NATHD si les tarifs d'accès permettaient l'équilibre du SPIC. Leur revalorisation apparaît donc nécessaire.

Question 33 :

- a) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

Des difficultés peuvent effectivement être rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement. En voici une classification :

- Fourreaux ou poteaux inexistant ;
- Fourreaux ou poteaux cassés ou en surcharge pour les poteaux ;
- Problèmes d'élagage ;
- Présence d'amiante ;
- Difficulté de cheminement dans le logement ;
- ...

- b) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

Les problèmes en domaine privé lors du raccordement sont uniquement du ressort du client final sur la plaque NATHD. Cette solution a été mise en place en copiant les processus de facturation existants dans les autres domaines de réseau (électricité, eau et gaz).

Si ces raccordements devaient être supportés collectivement par l'ensemble des acteurs, il faudrait voir la proportion qu'ils représentent afin de vérifier la variation des tarifs de raccordement. Également, les types de problématiques en domaine privé étant réellement variables, il apparaît que certains sont très coûteux, notamment en milieu rural (longue distance, murs épais...). Cela pourrait donc faire monter les coûts des raccordements standards de manière non négligeable, comme pour la prise en charge des problématiques en domaine public. NATHD n'est pas favorable à cette solution et préfère que le client final supporte l'intégralité des coûts en domaine privé.

c) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer :

a) Celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et

Le cahier des charges de l'infrastructure-type est mis à disposition sur notre site internet : <https://nathd.fr/raccordement/>

b) Celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil.

La remise à niveau des infrastructures est réalisée par le client final. Celui-ci peut demander un devis au prestataire de son choix ou réaliser lui-même la remise à niveau de l'infrastructure.

Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

La disponibilité de l'infrastructure d'accueil en domaine privé est de la seule responsabilité du client final et c'est majoritairement le technicien qui effectue le raccordement qui identifiera les difficultés. Néanmoins nous essayons de préparer les usagers finaux via de la communication notamment sur notre site internet nathd.fr : <https://nathd.fr/raccordement/>

5- Les pratiques tarifaires

Question 34 : Chaque répondant est invité à préciser :

- a) En tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC »

Sur l'ensemble des raccordements produits en 2020 par NATHD, voici la répartition entre mode OI et mode STOC :

	Nombre Raccordements	Pourcentage
Mode OI	228	3%
Mode STOC	8747	97%
TOTAL	8975	100%

- b) En tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».

Non-applicable à NATHD.

Question 35 :

- a) Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.

Les flux financiers dans le contrat STOC de NATHD sont les suivants :

Libellé Prestation	Flux OC vers OI	Flux OI vers OC
Frais administratifs flux 3/ flux 2	4,5€	4,5€
Brassage au PM flux 3/ flux 2	45€	45€
Raccordement (flux n°2)	NA	148€ ou 268€ ou 326€ + surcouts racco longs
Tarif d'usage (flux n°3) lissé	1,67€/mois	NA
Tarif d'usage (flux n°3) CAPEX	205€ (250-45)	NA
Maintenance du Raccordement	0,63€/mois	NA

- b) Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de *churn* ?

Nous aimerions appliquer des tarifs à l'euro-l'euro or, nos tarifs sont imposés à 250€ et nos prestataires sont plus à 345€ en moyenne sans prendre en compte les raccordements longs, avec opération de génie civil, les études ENEDIS Ce qui laisse à la collectivité un déficit de plus de 95€ en moyenne par raccordement.

Cf réponse à la question 19B.

Question 36 :

a) Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?

Sur le RIP NATHD, les tarifs contenus dans les contrats STOC sont les mêmes pour tous les opérateurs. Il serait incompréhensible que cela ne soit pas le cas alors même que NATHD est soumis au Code de la commande publique, ce qui ne permettrait pas de faire réaliser des prestations équivalentes à des tarifs différents. De plus, notre obligation de neutralité nous impose de pratiquer des tarifs similaires.

b) Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).

Voici la grille tarifaire de NATHD similaire pour l'ensemble des sous-traitants :

Libellé Prestation	Prix unitaire
Raccordement Immeuble	148,00 €
Raccordement Souterrain	268,00 €
Raccordement Façade	326,00 €
Raccordement Aérien	326,00 €
Brassage au PM	45,00 €
Frais administratifs	4,50 €

Ces tarifs n'incluent pas, les surcouts pour les raccordements longs, tous les frais de génie civil ainsi que les études ENEDIS. Ces tarifs n'incluent pas les propres charges de NATHD (cf réponse 19A).

c) Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?

NATHD n'est pas concernée. Néanmoins, l'existence de différentes grilles tarifaires en fonction des opérateurs risque d'amener de réelles difficultés en matière de facturation avec des développements SI supplémentaires.

De plus, l'existence de différentes grilles serait une source d'inégalité de traitements pour les OC et une incongruité dans le cadre du respect des règles de la commande publique.

Question 37 :

a) Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?

Nos couts sont basés sur une procédure de mise en concurrence via la commande publique et nos tarifs sont liés à la réglementation de l'ARCEP. En ce qui concerne le flux 1 nous serions très intéressés pour en connaître le montant, malheureusement, le contrat STOC ne nous permet pas de l'obtenir.

Nous aimerions que tous les flux reflètent la réalité des couts supportés et ceux qui sont sensés le plus s'en rapprocher sont ceux du flux 2, issu d'une mise en concurrence, à moins que des tarifs nettement inférieurs soient pratiqués dans les flux 1, à qualité et sécurité égales.

Il est à noter que le contrôle de la facturation est une source de cout pour l'OI et multiplier les tarifs différents augmente les frais de contrôle.

- b) Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.**

Cela nous paraît effectivement incompatible avec notre obligation de neutralité vis à vis des OC et également peu compatible avec le Code de la commande publique.

Question 38 : Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.

Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Sur la plaque NATHD, le flux n°2 est déjà le même pour l'ensemble des OC qui réalisent des raccordements en mode STOC. Ce mode de fonctionnement ne semble pas poser de difficultés dès lors qu'aucun opérateur n'a négocié le montant du raccordement au moment de sa signature du contrat STOC. Cette similarité du flux a un réel avantage pour l'OI concernant son système de facturation et de contrôle. Cette absence de négociation de la part des OC peut également signifier que le tarif de raccordement proposé par NATHD est assez élevé et donc, qu'ils tirent une marge suffisante pour ne pas négocier un tarif plus élevé.

Pour les OC, NATHD a du mal à voir le désavantage que cela peut leur procurer, dès lors que le tarif proposé leur convient.

Question 39 :

- a) Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI. L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?**

Sur le réseau NATHD, le flux n°3 est déjà un tarif forfaitaire unique pour l'ensemble des OC qui s'est imposé suite à la réglementation de l'ARCEP. Cependant, les OC ont le choix entre 2 modalités de paiement de ce tarif :

- Mode CAPEX : 250 € ;
- Mode lissé : 1,67€/mois (hors maintenance).

L'utilisation d'un unique tarif permet d'éviter que les OC essayent de développer des marges cachées en tronquant la répartition des typologies de raccordement. Cela évite donc à l'OI un temps important sur le contrôle des prestations. Même si l'OI effectue déjà un contrôle des raccordements réalisés par l'OC pour contrôler le flux n°2, la mise en place d'un contrôle similaire pour le flux n°3 serait contraignant sauf à ce que le flux 3 et le flux 2 soient équivalents à l'euro-l'euro.

NATHD est donc favorable à l'utilisation d'un unique tarif forfaitaire pour le flux n°3 ou d'un tarif par typologie dans le cas d'une égalité entre le flux 2 et le flux 3. Il reste cependant, dans les deux cas, à revaloriser ce tarif du flux 2 afin de couvrir les coûts réels du flux 2.

- b) La partie 4.2 aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.**

Sur le réseau NATHD, lorsqu'un OC réalise un raccordement long en mode STOC, le flux n°2 est impacté par l'ajout d'un supplément lié à la taille du raccordement long. Cependant, le flux n°3 ne varie pas et donc l'OC verse toujours le même forfait, peu importe la taille du raccordement. Une péréquation des raccordements longs sur le tarif de l'ensemble des raccordements pourrait permettre à l'OI d'équilibrer ses charges.

6- Les spécificités de la zone d'initiative publique

Question 40 :

- a) Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Aujourd'hui il est certain que le tarif unique qui s'est imposé au RIP est celui défini par l'ARCEP de 250€ dans ses lignes directrices tarifaires de décembre 2015. Or, ce tarif unique (flux 3) ne reflète pas les couts payés par l'OI NATHD (flux 2).

En effet, à ce jour, 9 500 raccordements ont été facturés pour un cout moyen d'environ 295€ hors brassage de 45€ et frais administratif de 4,5€, la majorité des raccordements sur notre zone étant en aérien ou sous-terrain (cf question 41).

Cette moyenne n'intègre pas les surcouts des raccordements longs ou les surcouts des raccordements avec génie civil. Le surcout pour les raccordements longs serait potentiellement de 5% (calculé sur les 70 000 premières prises de NATHD) à ajouter au 295€ soit une moyenne de 310€ hors brassage et frais administratifs. Le surcout pour les raccordements avec génie civil peut, à ce jour, être difficilement évalué.

Un coût moyen péréqué selon ses 4 typologies peut apparaître pertinent pour la zone RIP si est pris en compte la réelle répartition des 4 typologies du fait de la quasi-absence de raccordement en immeuble et façade (cf répartition question 41).

- b) Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ?

Les zones RIP sont plus confrontées aux raccordements longs qu'en zone d'initiative privée du fait de l'éloignement des habitations et de la taille plus importante des propriétés, et notamment des jardins. Si NATHD est favorable à la facturation des raccordements longs en utilisant un montant forfaitaire qui varie en fonction de la taille du raccordement pour le flux 2, le cout pourrait être intégré dans le tarif du flux 3 par exemple avec une augmentation de 5% soit une moyenne de 310€.

Il n'existe pas réellement de raccordements complexes mais plutôt des raccordements avec des problème de génie civil ou des raccordement non industrialisable pour multiples raisons. En ce qui concerne le génie civil, 3 cas existent, ou il s'agit du génie civil d'Orange est c'est Orange qui rembourse les réparations, ou il s'agit du génie civil tiers et NATHD le répare via un forfait à [...] ou il n'existe pas d'adduction utilisable (maison neuve, câble cuivre pleine terre, fourreau saturé...) et dans ce cas, les collectivités créé cette adduction manquante.

Aussi le forfait de [...] aurait vocation à s'intégrer dans le flux 3 comme les raccordements longs mais nous manquons de recul pour estimer le surcout potentiel.

Les frais de création d'adduction, rendant les raccordements potentiellement très onéreux, pourraient, soit être pris en compte dans les tarifs d'accès, soit être intégrés dans le flux 3.

Question 41 : Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ?

Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

La répartition des raccordements finals sur la boucle locale cuivre d'Orange en zones moins denses d'initiative privée ne paraît pas refléter la réalité des zones d'initiative publique. En effet, comme présenté à la réponse 17, la répartition sur le territoire de NATHD est la suivante :

Libellé Prestation	Nombre Raccordements	Pourcentage
Immeuble	52	0,56%
Façade	360	3,9%
Chambre	3510	38,04%
Aérien	5305	57,5%
TOTAL	9227	100,00%

Il est donc possible de se rendre compte qu'il y a une importante différence avec la distribution des raccordements sur la boucle cuivre d'Orange.

NATHD considère que l'aérien est prépondérant en zone RIP, à noter que cette répartition est constatée sur 7 départements hors zone AMII, ce qui semble assez représentatif.

Question 42 : Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

Comme expliqué dans des réponses précédentes, sur le RIP NATHD, les OC facturent à NATHD la réalisation du raccordement en mode STOC (flux n°3) et payent à NATHD son utilisation (flux n°2). Ils doivent également rémunérer leurs sous-traitants lorsque ces derniers réalisent le raccordement (flux n°1). Aujourd'hui, l'ensemble des OC qui réalisent des raccordements en mode STOC payent le même tarif pour le flux n°3 et font varier le flux n°2 en fonction de la typologie du raccordement.

Nous insistons sur le fait qu'il est hautement improbable que les coûts du flux 1 soit supérieurs aux flux 2 négociés dans le cas de la commande publique, en effet nos tarifs sont le résultat d'une mise en concurrence, il est difficile d'imaginer les candidats avoir répondu à perte.

Nous pouvons par ailleurs imaginer qu'il existe des flux 1',1''... décroissants jusqu'au paiement de l'entreprise intervenant sur le terrain.

La question est davantage de connaître la différence entre le flux 2 et le flux 1 payé au dernier sous-traitant réalisant le raccordement.

De plus, nous pouvons imaginer que les OC se font rémunérer les raccordements non seulement via le flux 3 mais également par leurs abonnés via des frais d'accès et le lissage sur l'abonnement.

Question 43 :

- a) Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Conformément à la réponse à la question 35, les différents flux financiers entre NATHD et les OC réalisant le raccordement en mode STOC sont les suivants :

Libellé Prestation	Flux OC vers OI	Flux OI vers OC
Frais administratifs flux 3/ flux 2	4,5€	4,5€
Brassage au PM flux 3/ flux 2	45€	45€
Raccordement (flux n°2)	NA	148€ ou 268€ ou 326€ + surcouts racco longs
Tarif d'usage (flux n°3) lissé	1,67€/mois	NA
Tarif d'usage (flux n°3) CAPEX	205€ (250-45)	NA
Maintenance du Raccordement	0,63€/mois	NA

- b) Comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?

Sur le RIP NATHD, les opérateurs n'ont pas négocié pour augmenter ou diminuer les tarifs des flux n°2 et n°3. [...]. Ces flux sont les mêmes pour les OC en mode STOC que pour le concessionnaire de NATHD en mode OI. Pour les raisons évoquées précédemment il serait inconcevable qu'il en fut autrement (neutralité, respect concurrence).

- c) Quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?

Le déficit généré entre le flux 2 et le flux 3 est un surcout porté par les collectivités actionnaires de NATHD, surcout non compensé par les subventions du plan France Très Haut Débit et qui va s'accroître avec la bonne pénétration de la fibre optique.

- d) Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

NATHD facture à l'euro-l'euro à ses actionnaires le flux 2 sans déduction du flux 3. Cette facture est intégralement payée par les collectivités au moyen des subventions publiques et des futures redevances versées par NATHD générées notamment par le flux 3 et l'offre d'accès. Il y a donc également une avance de trésorerie du raccordement par les collectivités avant de pouvoir bénéficier des recettes.

Question 44 :

- a) Les acteurs sont invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.

NATHD ne pratique pas de tarification à l'euro-l'euro dans ses contrats STOC. Néanmoins, elle ne semble pas non plus être dans le cas présenté par l'ARCEP selon lequel les OC sont différenciés en fonction de leur acceptation de la grille de sous-traitance qu'utilise l'OI. En effet, NATHD n'a qu'une unique grille de sous-traitance et donc, celle-ci ne diffère pas selon les OC.

Pour tous les OC, le flux n°2 varie selon la typologie du raccordement.

Concernant le flux n°3, tous les OC sont facturés de la même chose, selon qu'ils ont choisi de recourir au mode CAPEX (250€ inclus 45€ de brassage et 4,5€ de frais administratifs) ou au mode lissé (1,67€/mois hors maintenance).

Le flux n°3 à 250€ nous aillant été imposé, pour pratiquer la tarification à l'euro-l'euro, il serait nécessaire que nous demandions à nos prestataires de baisser leurs tarifs à 250€ soit une baisse de 95€ en moyenne alors même que tous les raccordements ne sont pas réalisés avec qualité et en toute sécurité. Il nous semble donc préférable d'augmenter le tarif de vente aux opérateurs (flux n°2).

- b) Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final. L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

C'est la situation de NATHD et c'est ce qui est inscrit dans les contrats STOC. Il est difficile de justifier des tarifs différents pour un même type de prestation alors que nous devons répondre aux obligations de neutralité et de la commande publique. Dans le cadre d'une facture à l'euro-l'euro, le flux 3 pourrait être différencié selon les typologies comme le flux 2.

Question 45 :

- a) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur ces niveaux tarifaires, en précisant dans leur réponse s'ils les ont, ou non, contractés et sur l'analyse des services de l'Autorité. En particulier, est-ce que les acteurs considèrent que la pratique de ces derniers en zone d'initiative publique est pertinente ?

NATHD n'a pas contracté ces nouveaux tarifs de raccordement en mode STOC.

Le tarif de 250€ imposé n'apparaît pas justifié au vu du montant versé aux OC. A ce jour sur les 9 500 premiers raccordements facturés sur les 7 départements, notre moyenne est de 345€. Si on ajoute les raccordements longs le tarifs moyen serait de 360€.

Nous manquons de recul sur le surcout entraîné par les problèmes de génie civil pour justifier du bon tarif mais celui-ci serait certainement plus proche de 450€ que de 250€.